

# Architecture, énarquite et bureaucratie délirante

Posté le : 17 novembre 2021 10:47 | Posté par : Blog du cercle des économistes e-toile  
 Catégorie: Concepts fondamentaux, Crise systémique, Europe de l'est, Attitudes, Analyse sectorielle, Réforme

À l'heure où la ville de Paris détruit la seule place construite à Paris depuis 40 ans, avec la volonté de construire une vraie place, ce qui devrait mobiliser la rage de tous les architectes et du ministère de la Culture devant un vandalisme caricatural de Verts minables (les fameux Verts de terre) et de leurs auxiliaires socialistes et communistes qui détruisent la capitale, que font donc ensemble l'ordre des architectes et le ministère ?

Notons que l'ordre a été créé par Pétain pour que l'administration dispose d'un « fascio » et encadre la profession, comme il a été fait pour toutes les professions autrefois dites libérales. L'ordre des médecins et ses petits politiciens professionnels se signalent en ce moment même par des actions grotesques et hideuses contre le professeur Raoult. Le ministre de la Justice lui poursuit de sa hargne le conseiller Prats qui a écrit deux livres pour dénoncer le gaspillage et le pillage de la sécurité sociale, au nom du devoir de réserve. Il s'agit toujours de la même préoccupation pétainiste : encadrer tout le monde pour sanctionner toute attitude contraire au narratif gouvernemental

Ne soyons donc pas surpris que le conseil national de l'ordre des architectes crie au triomphe pour avoir créé, avec la caution de Mme Bachelot, vieux cachalot de la politique spectacle pas drôle, un nouvel observatoire. Cela fait des lustres que la création d'observatoires à tire-larigot est dénoncée comme la marque d'une bureaucratisation gaspilleuse et inutile. Il y en a des centaines dont beaucoup ont cessé leurs « activités ».

Nous voici donc avec un observatoire. Pour quoi faire ?

« l'Observatoire de l'économie de l'architecture, lancé le 16 novembre aura notamment pour mission d'éclairer les zones d'ombre de la profession, en particulier concernant les architectes qui ne sont pas inscrits à l'Ordre mais qui exercent l'architecture ou des métiers "*connexes*". Les pouvoirs publics et la profession veulent en savoir plus sur le métier d'architecte et l'économie de la filière "*pour mieux la soutenir et la valoriser*". C'est le sens de la création de l'Observatoire de l'économie de l'architecture, lancé officiellement le 16 novembre à la Cité de l'architecture et du patrimoine, à Paris. Agences, administrations, entreprises de la construction, professions libérales, salariés, étudiants, inscrits à l'Ordre et non-inscrits, professions connexes... L'idée est de mieux connaître la profession dans sa diversité, des activités aux modes de travail ».

Les mots sont choisis : **zones d'ombre** ! Attention les gars, il y a des aliens parmi nous qu'il va falloir chasser. On sera tellement mieux quand on aura saisi la diversité des activités pour la réduire. C'est que l'ordre ne connaît que les inscrits à l'ordre, dont la seule vocation est de tenir le Tableau des « vrais » architectes présentant toutes les garanties d'éligibilité à la fonction, c'est-à-dire en clair, de savoir s'ils sont diplômés et assurés. A-t-on raisonnablement besoin d'un ordre pour savoir qu'un architecte est diplômé et dispose d'une assurance ? Il suffit que le maître d'ouvrage demande les certificats nécessaires comme dans toutes les autres professions. En vérité l'ordre ne sert qu'à donner des postes rémunérés à des architectes sans talent qui trouvent dans la politique le moyen d'obtenir un peu d'argent et pouvoirs. Pour obtenir des moyens, ils pillent la profession et ouvrent

des services qui seraient assurés mille fois mieux par d'autres. Ce qu'ils ne peuvent même pas empêcher. Du coup, l'ordre est marginalisé et cela l'embête. Alors il se retourne vers l'État pour obtenir des moyens de contrôle. En avant dans l'imbécillité coûteuse d'un observatoire public qui a pour unique but, non pas de valoriser la filière, mais d'obtenir des réglementations corporatistes de la « tutelle ».

Ladite tutelle cède parce que cela justifie son rôle et que cela calme des architectes à qui on a fait tout subir pour qu'on se passe d'eux, au prétexte de faire des économies. Giscard a été le roi de la bureaucratisation, ruine, exclusion de la profession d'architectes. L'ouverture à l'Europe a achevé le travail. Du maître d'œuvre au concepteur et à l'entreprise, l'ouverture aux autres a tout balayé, reléguant les doctrines pétainistes et leurs institutions dans la virtualité.

La démagogie qui a régné après mai 1968 fait que le « partage de la commande » est devenu l'objectif démagogique des politiciens de la profession. Du coup la profession se ruine en concours pour tout et rien. L'obligation de concours renchérissant les coûts, les hauts fonctionnaires ont décidé de contourner l'affaire. Ils ont inventé pour cela le MAPA, un dispositif qui permet de contourner les règles du marché public. Pour ceux qui veulent apprécier la splendeur bureaucratique de la « procédure adaptée », qu'ils consultent les sites suivants :

<http://www.marche-public.fr/Marches-publics/Definitions/Entrees/procedure-adaptee.htm>

MAPA - Marchés passés selon la procédure adaptée ! [Lien pour télécharger : le CMP](#), le CCP 2021, les 6 CCAG, le CCTG, les DC1, DC2, ATTRI1 (Ex DC3), ATTRI2, DC4,...

C'est tellement fou que cela devient drôle.

Le résultat : virer l'architecte en passant directement le marché à une entreprise qui verra bien s'il en faut un et pour quoi faire. En général elle s'en passe et utilise ses propres bureaux, sauf quand il faut une signature pour des plans et une négociation de permis compliquée. Et pour cela elle a ses architectes salariés...

L'architecte libéral français comme le « mandarin » médical ont été l'objet, dans la foulée de mai 1968, d'une destruction fiscale et administrative dont on voit les résultats et dans le secteur de la médecine, dont la bureaucratisation et l'étiollement sont désormais bien connus (sans que rien ne soit fait par les énarques qui nous gouvernent pour revenir un tant soit peu en arrière) et dans le mépris quotidien pour la création architecturale. La destruction de la place de Catalogne dans le silence général en est le plus parfait exemple. Un bon architecte aujourd'hui est un laquais grotesque qui met des feuillages sur ces façades et des jardins sur la terrasse faîtière avec une activité pseudo-agricole mais collective. Pour le reste on fait appel à des agences internationales non françaises par snobisme.

Ajoutons que le localisme débile des collectivités locales les a conduits à privilégier les nullités sauf dans les grosses affaires en général génératrices de grosses filouteries et prévarications.

Alors la vie architecturale n'a pu se développer dans ce milieu hostile qu'en prenant mille formes diverses permettant tout de même de faire quelque chose grâce surtout à l'international avec quelques belles carrières pour des architectes de qualité et nationale pour des architectes faisant en général n'importe quoi pour complaire et ne contrôlant pas une exécution souvent lamentable.

L'ordre pétainiste ne comprend pas ce foisonnement qui blesse sa volonté d'encadrement pour rien. Nous voici donc avec un observatoire. C'est toute la profession foisonnante qui va s'ingénier à sauter les grilles de cet observatoire-là !

Il faut supprimer les ordres pétainistes. Et supprimer la tutelle des hauts fonctionnaires en général parfaitement incultes en matière architecturale et en urbanisme. Quant au ministère de l'inculture

crasse politisée et « wokisée », il suffit de voir qui a tenu le poste ces dernières décennies et la disparition de la place de Paris comme centre du monde artistique, pour savoir qu'on peut le transformer en sous-secrétariat aux Beaux-Arts avec bénéfice.